



Echange des derniers billets en francs

Le 17 février 2012 est la date limite pour échanger vos derniers billets en francs de 500 F Pierre et Marie Curie, 200 F Gustave Eiffel, 100 F Cézanne, 50 F Saint-Exupéry et 20 F Debussy contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès des agences de l'IEDOM. Après cette date, plus aucun billet en franc ne sera échangeable. Rappelons que l'euro fiduciaire (billets et pièces) a été introduit le 1^{er} janvier 2002. Vous pouvez consulter le site www.iedom.fr pour connaître les modalités d'échange (horaires, justificatifs éventuels).

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité national SEPA

Le Comité national, réuni le 13 décembre 2011, a fait le point sur l'adoption du règlement européen, désormais annoncée pour le premier semestre 2012, fixant une seule date butoir de migration pour le virement et le prélèvement SEPA. S'agissant des virements, le Comité constate que la migration du secteur privé reste encore faible (22 %), contrairement au secteur public. A cet effet, un plan de communication sera lancé pour sensibiliser les responsables des PME et des TPE au sein de leurs bassins d'activités.

Banque Postale/OSEO

La Banque Postale et OSEO ont signé deux conventions, l'une consacrée au financement de la création et de la reprise d'entreprise et l'autre sur la garantie des risques. Ces conventions visent à renforcer leur action en faveur de la création d'entreprise et tout particulièrement celle des très petites entreprises.

Dossier législatif

- Prêt à taux zéro (PTZ)
Le décret n° 2011-2059 du 30 décembre 2011, publié au Journal Officiel de la République française du 31 décembre 2011, fixe les nouvelles règles applicables au PTZ dont la durée maximale est plafonnée à 25 ans contre 30 ans auparavant. Depuis le 1^{er} janvier 2012, le PTZ s'applique aux logements neufs et aux logements anciens vendus par des bailleurs sociaux à leurs occupants.
- Partenariat économique Communauté européenne et états membres du CARIFORUM
Le projet de loi n° 4080 autorisant la ratification de cet accord a été déposé à l'Assemblée nationale le 14 décembre 2011. Il est disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl4080.asp>
- Code des marchés publics
Le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011, publié au Journal Officiel de la République française du 11 décembre 2011, relève de 4 000 euros à 15 000 euros le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence des marchés publics.

Publications

1-Banque de France

- L'outre-mer français et l'euro, Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM ; Aurélie Marchand, Direction des Etudes et des Relations internationales et européennes et Romain Bardy, Direction des Services juridiques de la Banque de France
Cet article publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 186 est disponible en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/archipel/publications/bdf_bm/etudes_bdf_bm/bdf_bm_186_etu_7.pdf
- L'Observatoire de la microfinance.
Le rapport 2010 est disponible en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2010-de-l-observatoire-de-la-microfinance.pdf
- Colloque international de la microfinance
Les actes du colloque, qui s'est déroulé au Sénat le 8 juillet 2011, sont disponibles en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/uploads/media/colloque-microfinance-2011.pdf>
- Comité consultatif du secteur financier
Le rapport 2010-2011 est disponible en téléchargement gratuit à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-10-11.htm>

2 - OSEO

Le rapport 2011 sur l'évolution des PME est disponible en téléchargement gratuit sur : http://www.oseo.fr/notre_mission/publications/etudes_et_rapports/generalistes

3 – Fédération bancaire française

La convention de compte, mini-guide n° 5, de la série « les clés de la banque », nouvelle édition décembre 2011, est disponible en téléchargement gratuit sur : <http://www.fbf.fr/fr/files/87TGMG/Mini-Guide%205.pdf>

Nomination

M. Robert Ophèle a été nommé second sous-gouverneur de la Banque de France par le Conseil des ministres du 4 janvier 2012. Il succède à ce poste à M. Jean-Paul Redouin. Mme Anne Le Lorier a été promue premier sous-gouverneur de la Banque de France à la même date.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Légère baisse du chômage en 2011

En 2011, le taux de chômage en Guadeloupe calculé au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'élève à 22,6 %, en légère baisse par rapport à 2010 (24,2 %). Ce taux est plus élevé que celui observé à la Martinique (20,8 %) et à la Guyane (21,0 %). Les jeunes et les femmes sont les plus touchés. Le chômage affecte par ailleurs d'autant plus les personnes qui possèdent un faible niveau de formation.

Sur la période 2007-2011, le nombre de chômeurs au sens du BIT a progressé passant de 36 900 à 37 600. Le niveau élevé du chômage se traduit par une ancienneté moyenne dans le chômage élevée (50 mois en moyenne) et une forte proportion de chômeurs de longue durée (54 %). La publication est disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr

L'immobilier : principale composante du patrimoine des ménages

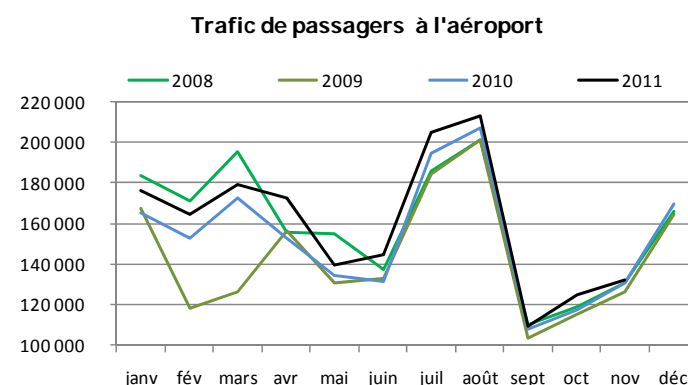
En 2010, selon l'enquête Patrimoine publiée par l'INSEE, la moitié des ménages guadeloupéens déclare posséder plus de 77 100 euros de patrimoine brut, soit un montant deux fois moins élevé qu'en France Métropolitaine. Ce patrimoine est à 85 % immobilier. Avec 64 % des ménages qui se déclarent propriétaires d'un bien immobilier, la Guadeloupe se situe à un niveau supérieur à la moyenne nationale. En revanche, le taux de détention de la plupart des produits financiers est plus faible qu'en métropole, avec une préférence des guadeloupéens pour l'épargne sécurisée telle que le livret A. La détention d'une assurance décès volontaire constitue un cas particulier : 27 % des guadeloupéens en sont dotés, soit une proportion trois fois plus élevée que dans l'hexagone (11 %). Au total, 87 % des ménages guadeloupéens détiennent au moins un actif financier.

La publication est disponible sur le site de l'Insee: www.insee.fr

Trafic bien orienté à l'aéroport

Les bons résultats relatifs au trafic global de passagers aériens pour l'année 2011 se confirment. En cumul à fin novembre, le nombre de passagers (hors transit) accueillis à l'aéroport Pôle Caraïbe s'établit à 1 853 881, soit une hausse de 5,7 % sur un an.

Toutes les destinations sont concernées par l'augmentation du trafic. Les passagers des vols nationaux, qui représentent 61 % du trafic global, enregistrent une progression de près 6 %. La plus forte hausse est cependant à mettre à l'actif des lignes Amérique du Nord qui affichent une croissance à deux chiffres pour la seconde année consécutive (+13 %). Après un recul en 2010, le trafic domestique à destination de Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Marie-Galante et Terre-de-Haut croît de 6,1 %.



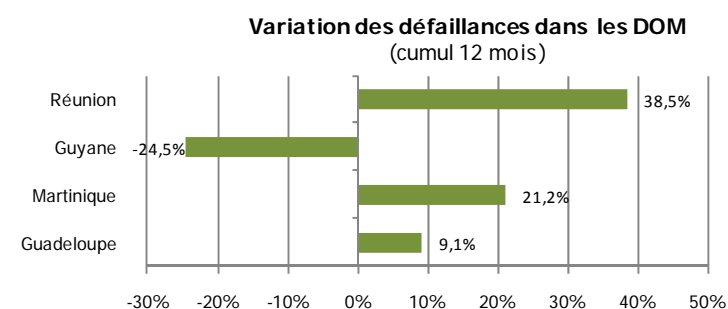
Source : Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbe

Les informations disponibles laissent penser que cette embellie pourrait durer. Pour la haute saison 2011/2012, l'offre de sièges des compagnies aériennes se serait accrue de 16 % et la reprise dynamique de l'activité de croisière devrait renforcer la part des produits combinés « vols-croisière » de l'aéroport.

Défaillances et créations d'entreprises en hausse

Fin octobre 2011, la Guadeloupe compte 289 défaillances d'entreprises depuis le début de l'année, soit 9 % de plus qu'en 2010. Sur la même période, les défaillances ont augmenté de 22,3 % pour l'ensemble des DOM, la plus forte hausse ayant été enregistré à la Réunion (+38,5 %) alors que la Guyane enregistre un repli de 24,5 %.

La création d'entreprises reste bien orientée sur la période. A la fin du mois de novembre 2011, 5 183 créations sont recensées, contre 5 063 durant la même période de 2010, soit une hausse de 2,4 % sur un an.



Source : Euler Hermes Sfac

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Fin de l'échange de billets en francs

Jusqu'au 17 février 2012, certains billets en francs (500F Pierre et Marie-Curie, 200F Gustave Eiffel, 100F Cézanne, 50F Saint-Exupéry, 20F Debussy) peuvent encore être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès de l'IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer), situé pour l'agence de la Guadeloupe, aux Abymes, Parc d'activité la Providence, Zac de Dothémare Sud. Pour les échanges supérieurs ou égaux à 6 500 F, il faut se munir d'une pièce d'identité en cours de validité ainsi que d'un justificatif de domicile. Pour des sommes supérieures ou égales à 10 000 F, il est nécessaire de prendre rendez-vous au 0590 93 74 30.

Progression du nombre de dossier de surendettement

En 2011, 368 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de l'IEDOM Guadeloupe, contre 350 en 2010, soit 18 dossiers en plus après un recul en 2009. La réforme du traitement du surendettement (Loi Lagarde) mise en œuvre fin 2010 est peut-être de nature à expliquer la plus grande mobilisation d'un dispositif globalement sous utilisé en Guadeloupe par rapport à l'hexagone. Le taux de recevabilité des dossiers s'élève à 83,6 % à fin octobre 2011 (+6,4 pts). Le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes, atteint 18 %, contre 8 % en 2010. Enfin, le taux de redépôt des dossiers est en hausse de près de 5 points à 21,1 %.

Air Caraïbes se dote d'un nouvel avion

La compagnie aérienne Air Caraïbes s'est dotée d'un 5^e gros porteur, un airbus A330 – 300. L'avion a été mis en service le 10 décembre 2011 et permettra de renforcer les rotations d'hiver entre les Antilles et Paris : 3 vols directs par semaine entre Orly et Saint-Martin, un vol supplémentaire entre Orly et Cayenne et deux vols hebdomadaires sur l'axe Orly/Port-au-Prince. Cet achat doit permettre à la compagnie de renforcer sa politique de fidélisation et de conquérir de nouvelles parts de marchés.

Un nouveau bateau de croisière au départ des Antilles

Dans le cadre du développement de son activité sur le marché français, la compagnie européenne MSC Croisière a annoncé son positionnement dans les Antilles Françaises pour 2012. Des embarquements réguliers seront programmés sur l'un de ses navires, le MSC Lirica, au départ de Fort-de-France (Martinique) le samedi, et de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) le dimanche. Dix rotations sont prévues entre le 15 décembre 2012 et le 16 février 2013 pour des croisières d'une durée de 8 jours. La compagnie vise un objectif de 7 200 passagers pour la saison.

Réforme portuaire

Prévue au 1^{er} janvier 2012, la réforme portuaire, qui concerne la gouvernance des structures, devrait finalement prendre effet le 1^{er} juillet. A cette date, les ports deviendront des établissements publics. La réforme vise à accroître la compétitivité et la fiabilité des structures portuaires et devrait contribuer au développement de l'économie locale. La navigation commerciale dans la zone va être considérablement bouleversée avec l'ouverture d'une troisième écluse dans le canal de Panama en 2014.

Hausse des prix du gaz et des carburants

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} janvier 2012 à : 1,44 euro/ litre pour le super sans plomb (+ 2 centimes par rapport à décembre) et 1,25 euro/ litre pour le gasoil (-2 cts). Le prix de la bouteille de gaz augmente de 1,40 euro et passe à 25,35 €.

Nouveau recteur d'académie

Stephan MARTENS a été nommé recteur de l'académie de la Guadeloupe le 21 décembre 2011 sur proposition du Ministre de l'Education nationale. Il succède à Laurent DEVER à cette fonction.

ACTUALITE REGIONALE

Saint-Barthélemy devient un PTOM

Le 1^{er} janvier 2012, Saint-Barthélemy a changé son statut européen de Région ultrapériphérique (RUP) pour devenir un pays et territoire d'Outre-mer associé (P.T.O.M.). Outre l'affranchissement des normes européennes, le statut de PTOM va permettre à la collectivité de bénéficier de la compétence douanière comme le prévoit la loi organique. L'Euro demeure la monnaie de Saint-Barthélemy. Un accord monétaire a en effet été passé entre l'Union européenne et la République Française qui continuera à appliquer à Saint-Barthélemy les actes juridiques et règles de l'Union européenne nécessaires au fonctionnement de l'Union économique et monétaire afin notamment d'assurer l'unicité de la politique monétaire de l'Eurosystème. En accédant au statut de PTOM, Saint-Barthélemy rejoint ainsi la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et les Terres australes antarctiques françaises.

Publications : English versions are now available

With the aim of conveying our analysis to a wider audience, we have decided to issue an english version of our major studies :

- Outlook for Guadeloupe (November 2011)
- Outlook for Saint-Martin (November 2011)
- The economy in Guadeloupe in 2010 : first signs of recovery (March 2011)

Free publications to download are available here : <http://www.iedom.fr/guadeloupe/publications/>

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Novembre 2011	125,3	-0,1 %	2,1 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Novembre 2011	56 790	0,7 %	6,5 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Octobre 2011	13	-	41,5 %
	Importations - (en M€)		214	-	29,0 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Octobre 2011	29	-22,3 %	-24,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		373		-4,5 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Novembre 2011	425	-	7,9 %
		<i>Cumul annuel</i>	5 183		2,4 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Décembre 2011	21 218	-1,5 %	-0,7 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Décembre 2011	342	-32,8 %	-19,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		4 387	-	-9,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin décembre</i>	368	-	5,1 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Décembre 2011	1 022	-20,1 %	-22,8 %
		<i>cumul annuel</i>	16 411	-	-2,8 %
	- Nombre	Décembre 2011	105	-3,7 %	-13,9 %
		<i>cumul annuel</i>	1 490	-	-1,7 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Novembre 2011	132 290	6,0 %	1,3 %
	<i>Cumul annuel</i>		1 761 981	-	5,7 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Novembre 2011</i>	2 956 909	-	10,1 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		687 657	-	-0,7 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs (VPN+VUN)	Octobre 2011	1 473	0,1 %	-10,8 %
		<i>Cumul annuel</i>	13 815	-	0,1 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Novembre 2011	19 282	-10,7 %	0,1 %
	<i>Cumul annuel</i>		213 333	-	-2,4 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Septembre 2011	6 501	17,9 %	-7,6 %
	<i>Cumul annuel</i>		44 025	-	62,6 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

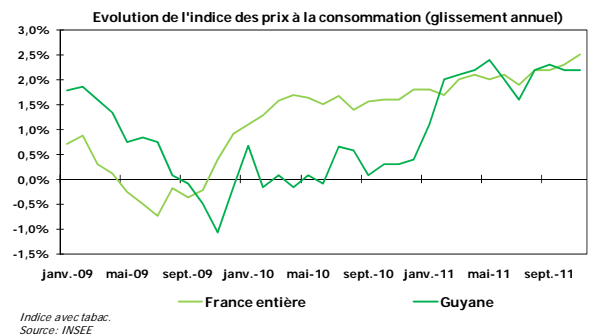
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours dans la zone euro. Au 31 décembre 2011, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 59,6 millions de billets pour une valeur totale de 2,3 Md €, soit une hausse de 12 % sur un an (contre + 14,7 % à fin 2010). Les billets de 20€ représentent 47,4 % du total en volume, pour 24,1 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100€ représentent 37,6 % de la valeur totale mais 14,8 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de pièces métalliques en euros. Au 31 décembre 2011, l'émission nette cumulée de pièces en € s'élevait à 54,9 millions d'unités pour une valeur de 8,5 M€, soit une augmentation de 3,7 % sur un an (contre + 4,6 % à fin décembre 2010). Les pièces de 1 et 2 centimes, dont le taux de retour est très faible, représentent 52,8 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4,9 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2€ qui ne représentent que 3,2 % du volume total représentent 41,5 % de la valeur totale.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En novembre 2011, l'indice des prix à la consommation est en légère baisse de 0,1 % sur le mois. Cette évolution résulte selon l'INSEE de la baisse des prix de l'énergie (-1,3 %) et des produits manufacturés (-0,2 %), partiellement compensée par la hausse des prix de l'alimentation et du tabac. Sur un an, l'indice enregistre une hausse toujours soutenue (+ 2,2 %), tirée par la progression des prix des services (+ 2,0 % sur un an) et de l'énergie (+ 12,6 %, malgré le fléchissement relevé au cours de ce mois). Cette évolution est similaire à celle des Antilles (+2,2 % à la Martinique, +2,1 % à la Guadeloupe), mais en deçà des taux enregistrés à la Réunion et pour la France (+2,5 %).



Carburants

L'arrêté préfectoral n°2171 du 30 décembre 2011 fixe, à compter du 1^{er} janvier 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,61 € / litre pour l'essence (+2 cts) et 1,52 € / litre pour le gazole (-2 cts). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une appréciation du dollar par rapport à l'euro +2,9 % (1,32457\$ en déc. contre 1,36400\$ en nov. pour 1€);
- une forte hausse de la moyenne de cotisations du gaz butane (+10,2 %) ;
- une baisse de la moyenne des cotations de l'essence (- 1,9 %), et du gazole (+ 7 %) ;
- enfin une baisse de la moyenne des cotisations du pétrole brut de 3,3 %.

Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg est de 26,11€ contre 24,66€ en décembre 2011 (+1,45€ soit +5,9 % sur le mois).

Secteur Spatial

Le 16 décembre 2011, Ariespace a effectué avec succès le 2^{ème} lancement de Soyouz depuis le Centre Spatial Guyanais, mettant ainsi en orbite 6 satellites réalisés par Astrium, principalement destinés à l'observation de la Terre en haute résolution : 4 satellites du démonstrateur ELISA (Electronic Intelligence by Satellite) pour la Direction Générale de l'Armement Française, 1 satellite d'observation SSOT (Sistema Satelital para Observación de la Tierra) pour les forces armées chiliennes et enfin un satellite de la gamme Pléiades (téléobjectif très haute résolution) pour le compte du Centre national d'études spatiales (CNES).

En 2011, Ariespace reste le n°1 mondial avec 10 contrats signés pour Ariane 5 (50 % du marché mondial), ainsi que 9 lancements réussis et 29 satellites mis en orbite (y compris l'activité depuis Baïkonour), représentant un chiffre d'affaires pour la société qui devrait s'établir à 985 M€. Pour l'année 2012, elle a pour objectif le lancement de 7 Ariane 5 (dont 1 ATV), 5 lancements de Soyouz (dont 2 depuis Baïkonour) et le premier vol inaugural de Vega. Au 1^{er} janvier 2012, le carnet de commandes atteint un nouveau record à 4,5 Md €.

Hydrocarbures

Le Président de Shell France, M. Patrick ROMEO, était en visite le 8 décembre 2011 pour exposer auprès des acteurs économiques rassemblés au Conseil Régional, les intentions de la compagnie suite à la découverte de pétrole au large de la Guyane, en septembre 2011. Il a annoncé la poursuite de l'exploration et d'ici 4 ans, le groupe Shell pourra se prononcer sur la viabilité économique du gisement. Si c'est le cas il faudra patienter 8 ans pour produire le 1^{er} baril. Le Président de Shell assure qu'il mettra la priorité sur l'emploi local et mettra en œuvre des mesures technologiques pour préserver l'environnement. Le Parlement, par anticipation des probables retombées financières, a adopté le principe d'une redevance spécifique hydrocarbures dont le produit serait à répartir entre l'Etat et les collectivités locales.

Secteur aurifère

Le 1^{er} janvier 2012, le SDOM (Schéma départemental d'orientation minière) est entré en vigueur. Il définit notamment par zonage la compatibilité entre les espaces soumis à protection, avec des degrés de contraintes plus ou moins forts, et les activités minières dont l'exploitation aurifère. L'activité économique minière dispose d'un cadre légal réglementaire avec un document opposable au tiers et dont les conséquences sont susceptibles de recours judiciaire. Ce document administratif s'impose aux Schéma d'Aménagement Régional, Plans Locaux d'Urbanismes et autres chartes du PNR (Parc naturel régional).

Population

L'étude partenariale « Les jeunes en Guyane (16-25 ans) », pilotée par l'INSEE, a été publiée. Son objectif est de mieux connaître la jeunesse pour mieux répondre à ses attentes. Ce document dispose d'un volet quantitatif et d'un volet qualitatif. Il indique en substance que les jeunes entrent tôt dans la vie active (un jeune sur 5 a un emploi, la même proportion est au chômage) et prennent un logement autonome dans la continuité. Ils déménagent peu d'une commune à une autre et leurs mouvements sont liés à leur situation familiale et professionnelle. Enfin beaucoup de jeunes femmes (2/5) quittent le domicile parental souvent pour former un nouveau foyer avec leurs enfants qu'elles élèvent seules.

ACTUALITES REGIONALES

Amérique latine

Les pays du Marché commun du Sud (le MERCOSUR) ont décidé de mettre en place une mesure protectionniste temporaire via l'augmentation des taxes d'importation, jusqu'à 35 % maximum, pour les produits hors Mercosur afin de compenser les déséquilibres commerciaux liés à la crise mondiale. La Présidente du Brésil, pays limitrophe de la Guyane, explique que cette décision est conforme aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette mesure de défense est valable un an, renouvelable une fois, la date de début n'ayant pas encore pris effet.

Brésil

Le Brésil est devenue la 6^{ème} économie mondiale, avec un PIB de 2 510 Mds d'€. Elle passe devant la Grande Bretagne et talonne la France (5^{ème}). Néanmoins le PIB par tête (12 900\$/hab) reste loin derrière celui des pays européens tel que la France (44 400\$/hab) compte tenu du taux de pauvreté et du faible niveau de vie. Des progrès restent à faire dans plusieurs domaines (l'analphabétisme, la santé publique, l'éducation et la lutte contre la pauvreté qui touche 8,4% de la population soit 16 millions de personnes). En 2011, la croissance est de 3 % contre 7,5 % en 2010. Le pays doit faire face à plusieurs fléaux dont la corruption. La perspective de la Coupe du monde en 2014 et des Jeux Olympiques en 2016 est de bon augure économique.

Antilles-Guyane

L'URAG (Union Régionale des Antilles et de la Guyane) a tenu sa 3^{ème} conférence le 6 décembre 2011. L'objectif de l'URAG est d'agir de « manière coordonnée » et dans le dialogue « face aux autorités de l'Etat ». Les présidents de région souhaitent : une représentation commune au sein de l'Europe pour exposer notamment leur vision de l'Octroi de mer, dévoiler un « manque de transparence » dans la formule des prix du carburant, appuyer sur la nécessité des « dotations de moyens financiers » pour la collectivité unique et enfin adhérer formellement aux organisations de coopérations régionales telles que le CARICOM (Communauté caribéenne), le CARIFORUM (Forum Caribéen des Etats ACP) et l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) concernant la Guyane.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	nov-11	124,2	-0,1%	2,2%	Insee	
		Prix administré du litre d'essence	janv-12	1,61 €	[1,3%]	[5,2%]	Dieccte	
	↑	MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	nov-11	17 143	0,4%	5,5%	Dieccte
			Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	nov-11	7 322	1,2%	9,0%	Pôle Emploi
			Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	oct-11	15 833	[-0,2%]	ns.	
	↑	CONSUMMATION	Prestations nettes versées (1)	oct-11	8,0 M€	[6,1%]	ns.	Caf
				Cumul	68,8 M€		ns.	
			Recettes d'octroi de mer	déc-11	11,2 M€	11,0%	9,1%	Douanes
	↓	INVESTISSEMENT		Cumul	121,9 M€		8,6%	
			Importations de biens de consommation (BC) (3)	nov-11	12,5 M€	-4,5%	-14,6%	Douanes
			Cumul	134,6 M€		7,1%		
↓	COMMERCE EXTERIEUR	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	déc-11	507	-3,1%	7,6%	Somafi	
			Cumul	4 573		4,9%		
		Importations de biens d'équipement (BE)(3)	nov-11	36,9 M€	-11,8%	-19,7%	Douanes	
↑	INDUSTRIE		Cumul	420,1 M€		14,8%		
		Ventes de véhicules utilitaires	déc-11	151	6,1%	18,0%	Somafi	
			Cumul	1 162		0,9%		
↓	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations (3)	nov-11	13,5 M€	-4,6%	-24,8%	Douanes	
			Cumul	143,4 M€		-4,4%		
		Importations (3)	nov-11	107,0 M€	-12,4%	-11,0%	Douanes	
		Cumul	1 186,1 M€		21,6%			
INDICATEURS SECTORIELS	↑	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à déc. 2011 7 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz)			6 tirs à déc. 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à déc. 2011 16 satellites + 1 ATV			12 satellites à déc. 2010	
	↑	BTP	Ventes de ciment (hors filler et liant)	déc-11	7 652 tonnes	1,8%	2,6%	Ciments guyanais
				Cumul	89 064 tonnes		11,0%	
			Exportations d'or en volume (3)	nov-11	226 kgs	160,0%	39,5%	Douanes
	↑	INDUSTRIE	Exportations d'or en valeur (3)	nov-11	8,6 M€	152,9%	77,2%	Douanes
				Cumul	43,8 M€		58,5%	
			Cours de l'once d'or	déc-11	1 652,5 \$	[-4,9%]	[18,8%]	London Bullion Market Assoc.
	↑	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Grumes sorties de forêt (données non consolidées)	déc-11	7 444 m3	50,0%	29,7%	ONF
				Cumul	77 539 m3		-3,1%	
Exportations de crevettes (3)			nov-11	41,3 tonnes	44,1%	-7,2%	Douanes	
↓	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE		Cumul	783,3 tonnes		11,0%		
		Exportations de poissons (3)	nov-11	185,1 tonnes	-2,9%	-36,9%	Douanes	
			Cumul	1 437,2 tonnes		-7,1%		
↑	TOURISME	Exportations de riz (2)(3)	nov-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes	
			Cumul	3 209,2 tonnes		ns.		
		Traffic de passagers (arrivées-départs-transits)	sept-11	32 811	3,2%	6,9%	CCIRG	
↑	TOURISME		Cumul	332 629		4,8%		
		Nombre de nuitées	oct-11	35 000	0,6%	5,1%	Insee	
			Cumul	280 000		2,6%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

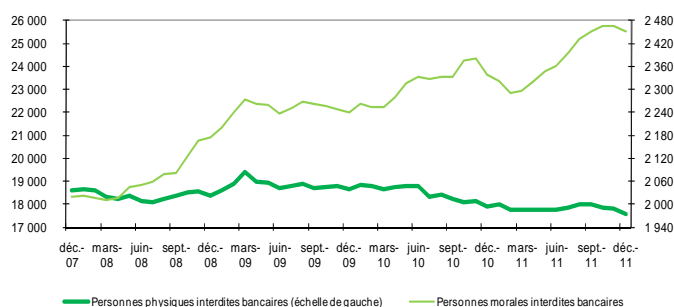
Vulnérabilité des agents économiques : amélioration pour les personnes physiques, stabilité pour les entreprises

Au 31 décembre 2011, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire s'élève à 17 581, soit une baisse de 2,2 % sur le trimestre et de 1,8 % sur l'année.

Le nombre d'incidents de paiement sur chèques et de retraits de cartes bancaires s'élèvent respectivement à 127 838 et 5 130 au 31 décembre et suivent la même tendance à la baisse sur le trimestre et sur l'année (- 0,6 % et - 1,9 % pour les incidents de paiement sur chèques et - 2,1 % et - 17,0 % pour les retraits de cartes). Cette baisse est en partie due aux effets de la Loi Lagarde qui prévoit l'information des intéressés préalablement à leur inscription au FICP.

La sinistralité des entreprises, stable sur le trimestre (2 451 interdictions bancaires), s'est sensiblement accrue sur un an (+4,8 %).

Nombre des interdits bancaires



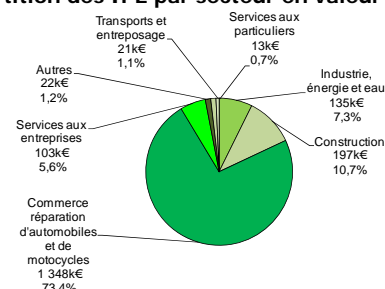
Source : Banque de France

Incidents de paiement sur effets de commerce : baisse globale de la sinistralité, mais fragilité de certains secteurs

L'année 2011 s'est achevée sur une baisse trimestrielle des incidents de paiement sur effets de commerce, tant en nombre qu'en montant, soit 362 pour un total de 1,87 millions d'euros (-7,7 % en nombre et -17,3 % en montant), confirmant la tendance de l'année 2011 (-23,8 % en nombre et -50,7 % en montant).

Si l'embellie semble se confirmer dans la construction et les services aux entreprises, avec une baisse notable des incidents (respectivement -36 % et -77 % sur le trimestre et -69 % et -81 % sur un an), la fragilité des secteurs du commerce et de l'industrie se traduit par une hausse du nombre d'effets impayés (respectivement +18,1% et +70,4 % sur le trimestre et +218 % sur l'année pour l'industrie).

Répartition des IPE par secteur en valeur



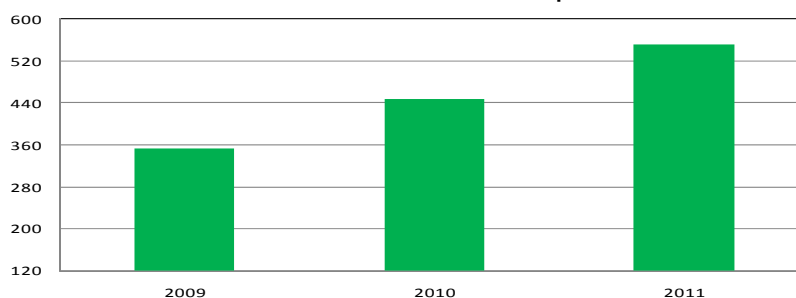
Source : Banque de France

Surendettement des ménages : progression du nombre de dossiers déposés en 2011

Au cours de l'année 2011, 552 dossiers de surendettement ont été déposés, contre 447 en 2010, soit +23,5 %. Le taux de recevabilité des dossiers déposés est stable (88 % en 2011, contre 89 % en 2010).

Au total, en 2011, 200 dossiers ont fait l'objet de plans conventionnels et 44 ont été orientés vers des plans de rétablissement personnel (PRP).

Nombre de dossiers de surendettement déposés



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

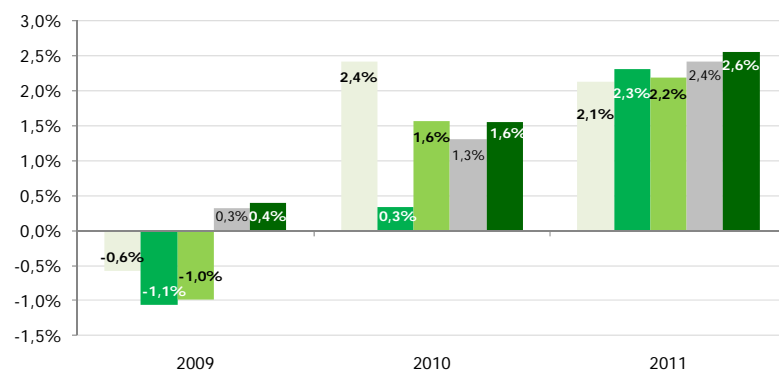
Inflation : +2,2 % en glissement annuel à fin novembre

A fin novembre 2011, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 125,9, soit -0,2 % sur un mois et à 2,2 % sur un an.

Cette augmentation des prix tient à la hausse des prix de l'énergie et des services qui contribuent le plus à la progression de l'indice. Ces postes s'inscrivent respectivement en hausse de 11,8 % et 1,4 % sur un an. Par ailleurs, le relèvement des prix a également porté sur les postes « alimentation » (+1,3 %) et « produits manufacturés » (+0,9 %).

L'inflation atteint : +2,1% en Guadeloupe, +2,2 % en Guyane et 2,5 % à la Réunion et en Métropole.

Taux d'inflation
Glissement annuel à fin novembre

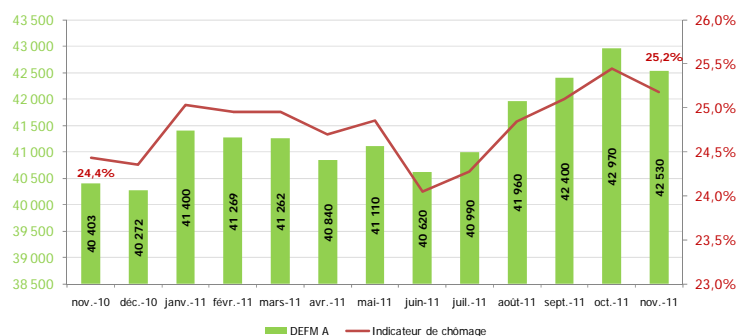


Source: INSEE

Marché du travail : niveau de chômage toujours élevé

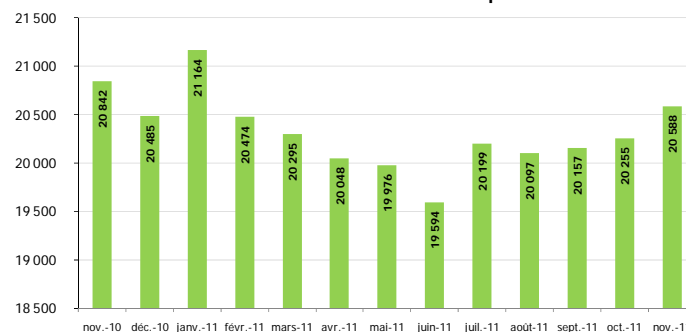
A fin novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 42 530, en baisse de 1,0 % par rapport au mois précédent, mais en hausse de 5,3 % sur un an. L'indicateur de chômage gagne 0,8 point sur un an pour s'établir à 25,2 %. Parallèlement, à fin novembre 2011, 20 588 allocataires de Pôle emploi étaient recensés, soit une diminution de 1,2 % sur un an (dont 15 314 bénéficiaires de l'assurance chômage, soit une baisse de 1,1 % sur un an).

Demande d'emploi en fin de mois de catégorie A



Source: SMTP - Pôle emploi, Dares

Nombre d'allocataire de Pôle emploi



Source: Pôle emploi

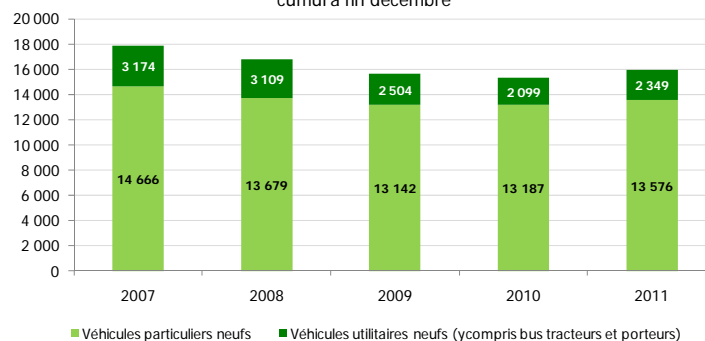
L'étude publiée par Pôle emploi sur l'emploi salarié en 2010 révèle que celui-ci a enregistré une baisse de 1,7 % en 2010, ce qui porte à 75 390 le nombre de salariés des secteurs concurrentiels (après une baisse de 4,2 % en 2009). Les seniors (50 ans et plus) et les chômeurs de longue durée sont les plus touchés par cette contraction de l'emploi. Pour la seconde année consécutive, le secteur du commerce a perdu des emplois, soit -3,6 % en 2010. De même l'industrie et la construction ont suivi la même tendance baissière. En revanche, l'agriculture et les services ont recrutés en 2010.

Marché automobile : immatriculations en hausse

A fin décembre 2011, 15 925 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 15 286 à fin décembre 2010, soit +4,2% sur un an, grâce notamment aux bons résultats enregistrés au mois de décembre (3 340 immatriculations, contre 3 087 l'année précédente). Sur l'année, les immatriculations de véhicules particuliers progressent de 2,9% et celles de véhicules utilitaires de 11,9%.

Le marché des véhicules de tourisme reste dominé par les modèles diesel (54,7 %). Les ventes de véhicules de marques étrangères (59,1 %) progressent de 4,0 % sur l'année et celles de véhicules de marques françaises de 1,4 %.

Immatriculation de véhicules neufs à la Martinique
cumul à fin décembre



Source: Association Auxiliaire de l'Automobile

ACTUALITE REGIONALE

Visite de Benoist Apparu

Le secrétaire d'Etat au logement était de passage à la Martinique du 16 au 19 décembre 2011. Lors de sa visite, il s'est rendu dans différents quartiers de Fort-de-France et a procédé à l'installation du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI). Celui-ci doit permettre de coordonner les actions de la CAF, des services fiscaux et des services judiciaires et dispose d'une enveloppe de 14 millions d'euros, pour 6 000 logements indignes estimés à ce jour. Le secrétaire d'Etat a également signé le protocole d'accord du Fond régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) pour la période 2010-2013 et la convention de requalification du quartier Porte Caraïbe à Fort-de-France, d'un montant de 16 millions d'euros.

Visite de Marc Laffineur

Le secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense et des Anciens combattants était en Martinique les 18 et 19 décembre. Sa venue a été l'occasion pour lui de rencontrer les anciens combattants, de visiter la base aérienne 365 du Lamentin et de signer avec les collectivités un contrat de redynamisation des sites de défense. L'Etat doit verser 6,4 millions pour cette opération permettant de créer entre 500 et 650 emplois.

Cession des entités du Groupe Lancry

A la suite du placement en redressement judiciaire du Groupe Lancry (magasins Leclerc Long-pré et Place d'Armes, plate-forme de marchandises de la Lézarde) en février 2011, l'administrateur judiciaire a opté pour un plan de cession en novembre dernier. Ce plan doit permettre au Groupe Lancry de dégager des liquidés, afin de procéder au remboursement d'une partie de ses dettes. Parmi les enseignes ayant manifesté de l'intérêt pour la reprise, c'est le groupe Parfait qui a été sélectionné par le tribunal de commerce, le 13 janvier.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2011	125,9	-0,2 %	+2,2 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. active : 168 886)	- novembre 2011 - novembre 2011	42 530 25,2 %	-1,0 %	+5,3 % +0,8 pt
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- novembre 2011	20 588	+1,6 %	-1,2 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2011	36 913	-2,3 % *	-
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- novembre 2011 - novembre 2011	232,1 25,3 10,9 %	-1,4 % -3,7 %	-8,4 % -16,9 % -1,1 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- novembre 2011 - novembre 2011	40,6 455,3	-2,0 %	+0,3 % +3,3%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires Retrait de cartes bancaires (cumul)	- décembre 2011 - décembre 2011	17 581 5 130	-1,1 % -	-1,8 % -17,0 %

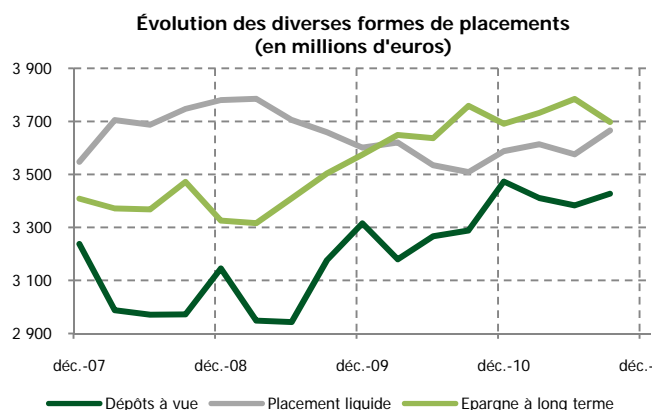
* variation trimestrielle

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- novembre 2011 - cumul annuel	112 537 1 468 811	+7,2 %	+1,7 % +3,9 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- novembre 2011 - cumul annuel	3 275 22 881	ns -	-61,5 % -65,1 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2011 - cumul annuel	15 176 199 878	-1,1 %	-9,6 % -0,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN) (hors bus, porteurs et tracteurs)	- décembre 2011 - décembre 2011	2 358 382 15 925	+70,5 % +101,1 % -	-14,0 % +10,7 % +4,2 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une épargne collectée et des encours de crédits à la clientèle globalement atones



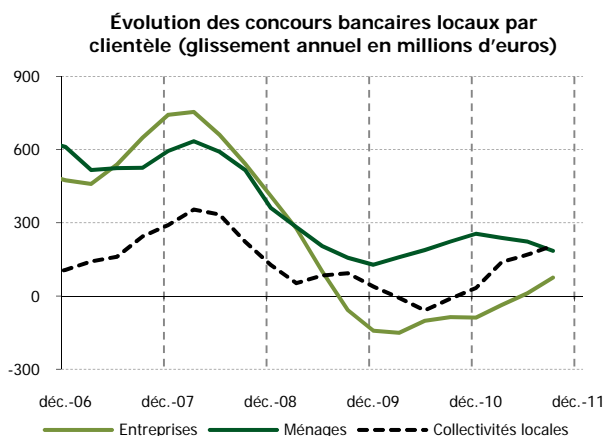
Source : IEDOM - Surfi

Les encours bruts de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (94,8 % des crédits octroyés à La Réunion) diminuent légèrement de 0,9 % au troisième trimestre 2011. Toutefois, corrigée d'un débit exceptionnel pour une administration, cette baisse n'atteint plus que 0,1 %. Les évolutions des encours de crédit selon la clientèle sont contrastées. Les encours diminuent de 1,1 % pour les entreprises. Ce recul s'explique notamment par la baisse de l'encours des crédits d'exploitation. Les crédits consentis aux collectivités locales reculent sensiblement au troisième trimestre 2011, après leur forte hausse exceptionnelle du trimestre précédent. Enfin, les concours consentis aux ménages s'inscrivent en hausse mesurée au troisième trimestre (+ 0,8 %), portés par la bonne tenue des financements à l'habitat des ménages (+ 1,4 %).

Le « Suivi de la conjoncture financière et bancaire » du troisième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'ledom](http://site.de.l'ledom).

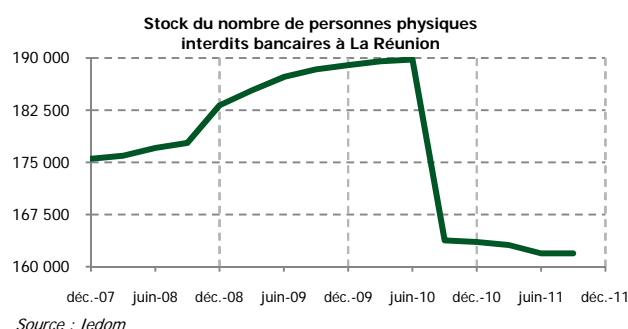
La collecte nette d'épargne reste relativement stable au troisième trimestre, à un niveau toujours très inférieur à ceux enregistrés avant la crise (moins de 300 millions d'euros de collecte annuelle contre plus de 800 millions d'euros, en moyenne, dans les années d'avant crise). L'ensemble des ressources collectées auprès de la clientèle non financière augmente légèrement de 0,4 % sur le trimestre (+ 2,2 % en glissement sur douze mois), après une légère baisse de - 0,1 % le trimestre précédent.

Les dépôts à vue et les placements liquides progressent plus rapidement que l'épargne totale, au cours du troisième trimestre 2011 tout comme au cours des douze derniers mois, tandis que les produits d'épargne à long terme s'inscrivent en baisse.



Source : IEDOM - Surfi

Stabilisation du stock d'incidents sur paiement par chèque au troisième trimestre 2011



Source : ledom

Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire progresse de 0,6 % au troisième trimestre 2011 par rapport au deuxième trimestre 2011 (+2,6 % sur un an). Le stock d'incident s'établit ainsi à 161 918 à fin septembre 2011, soit quasiment le niveau observé à fin juin 2011. Sur un an, le stock de personnes physiques diminue de 1,1 %, après un net recul en 2010, suite aux nouvelles conditions de radiation du fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France.

BREVES ECONOMIQUES

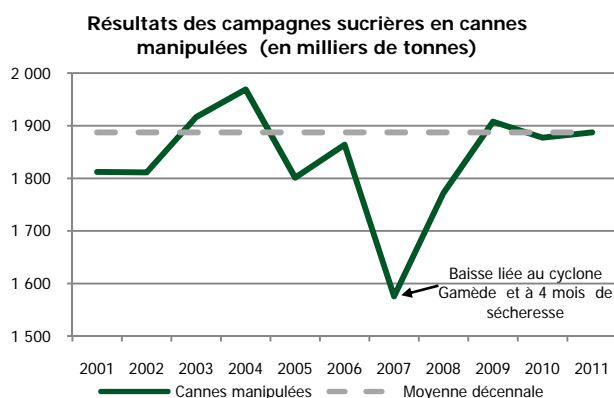
LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	127,3	+ 0,3 %	+ 2,5 %
	IPC France entière	124,6	+ 0,3 %	+ 2,5 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	26 305	+ 8,9 %	+ 12,8 %
	En cumul (milliers d'euros)	236 713	-	+ 11,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	3 923,6	-	+ 17,3 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	228,9	-	+ 1,9 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	120 850	- 0,0 %	+ 5,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Novembre 2011	176 961	- 10,0 %	+ 6,4 %
	Cumul 2011	cumul Nov.	1 974 823	-	+ 8,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Octobre 2011	88 200	n.s.	+ 6,0 %
	Cumul 2011	cumul Oct.	663 500	-	+ 10,1 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Octobre 2011	3 469	-	+ 14,7 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Oct.	17 990	-	- 15,7 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Octobre 2011	61,5	-	+ 10,1 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Oct.	276,4	-	- 10,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Novembre 2011	17 690	- 1,1 %	+ 1,5 %

Une campagne sucrière 2011 stable



Source : DAAF, CTICS

La campagne sucrière 2011 reste stable par rapport à celle de 2010, malgré la sécheresse de début d'année. La production sucrière est estimée à 208 000 tonnes, soit une légère hausse 0,6 % par rapport à la campagne précédente. Les résultats de 2011 sont également supérieurs à la moyenne décennale (+ 3,3 %). Cette amélioration provient d'une hausse des volumes de cannes manipulées par les deux usines de l'île (+ 0,5 %), tandis que la richesse saccharine moyenne diminue un peu (13,54 % en 2011 contre 13,59 % en 2010).

Les résultats divergent entre les deux usines sucrières. Les volumes de cannes manipulées progressent de 2,2 % à l'usine de Bois rouge. A l'inverse, ils baissent de 1,1 % à l'usine du Gol, en raison de la sécheresse qui a plus touché le sud de l'île.

La canne à sucre, pilier de l'agriculture de l'île

En 2010, 3 473 exploitations réunionnaises (46 %) déclarent produire de la canne à sucre. Cette culture représente 57 % de la surface agricole utilisée, soit 24 336 ha. La surface en canne a baissé de 6,1 % entre 2000 et 2010. Toutefois, les exploitations se sont agrandies de 29,6 %, passant de 5,7 ha, en moyenne, en 2000 à 7ha en 2010. La population active qui travaille dans les exploitations cannières est de 10 500 personnes dont 6 700 de manière permanente et 3 800 à titre saisonnier. La publication est disponible sur le [site de la DAAF Réunion](#).

Hausse du nombre de foyers bénéficiant du RSA au 3^e trimestre 2011

Mis en place depuis le 1^{er} janvier 2011, le Revenu de Solidarité Active (RSA) a été versé à 96 906 foyers réunionnais à fin septembre 2011, soit une hausse de 2,6 % par rapport à fin juin 2011. Sur les neufs premiers mois de l'année, 333,8 millions d'euros ont été versés, dont 114,5 au cours du troisième trimestre 2011 (+ 0,3 %).

Le Livre bleu sud océan indien

Lors des Assises de la mer qui se sont tenues le 10 décembre 2011, le Préfet a présenté Le Livre bleu sud océan indien, déclinaison pour l'océan indien de la stratégie nationale pour la mer et les océans. Ce document représente la feuille de route de la France dans cette zone maritime. Il définit ainsi cinq grandes priorités stratégiques : assurer une meilleure gouvernance de la France dans l'océan indien, tirer parti du potentiel économique de ce domaine, protéger le patrimoine naturel exceptionnel, construire un espace scientifique de premier plan, et assurer la sécurité maritime et lutter contre les menaces maritimes. Des informations sur le Livre bleu sud océan indien sont disponibles sur le [site de la Préfecture](#).

Présentation du Fonds Commun de Placement à Risques à La Réunion

La Région, l'AFD et plusieurs établissements financiers ont annoncé le 13 décembre la création d'un fonds d'investissement local. Ce Fonds commun de placement à risques (FCPR) est un outil de placement qui permettra d'investir de façon minoritaire dans des entreprises locales pour qu'elles puissent se créer, se développer et se transmettre dans des conditions financières stables. Les investissements visent essentiellement à consolider les fonds propres des entreprises durant leur vie. Il disposera dans un premier temps de 30,2 millions d'euros qui seront ventilés entre deux fonds. Un premier fonds, RUN DEVELOPPEMENT, sera doté 10,8 millions d'euros et ciblera les TPE/PME réunionnaises non cotées, dont le chiffre d'affaires inférieur à 3 millions d'euros. Le second fonds, RUN CROISSANCE, doté de 19,4 M€, visera les PME réunionnaises non cotées, avec un chiffre d'affaires compris entre 3 et 50 millions d'euros.

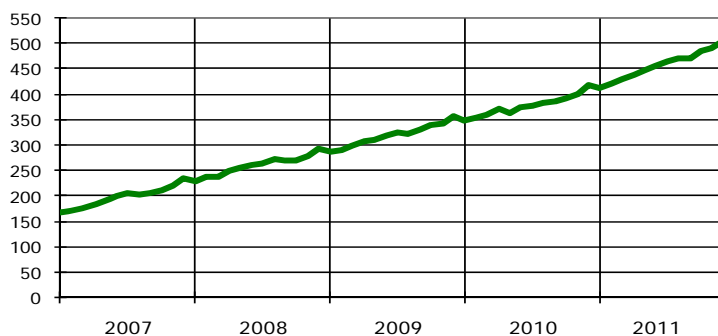
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

Au 31 décembre, les émissions nettes de billets progressent de 16,6 millions d'euros sur le mois (soit +3,4 % contre +1 % le mois précédent) et franchissent le seuil des 500 millions d'euros cumulés depuis la mise en circulation de la monnaie unique il y a 10 ans, à 506,4 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre suivent une tendance comparable : +3,65 %, après -0,1 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte avoisine les 9,5 millions de coupures au 31 décembre 2011, dont près de 73 % sont représentés par la coupure de 50 €. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est appréciée de plus de deux euros trente cinq ces douze derniers mois : elle atteint 53,4 € au 31 décembre.

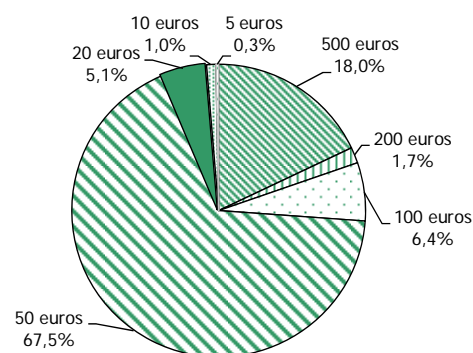
Emissions nettes cumulées de billet au 31 décembre 2011

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en valeur au 31 décembre 2011

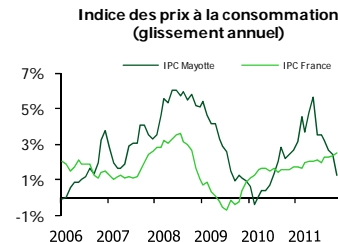


Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Indice de prix

En novembre 2011, l'indice des prix à la consommation à Mayotte a, selon l'INSEE, diminué de 1 %. Cette baisse s'explique principalement par les prix des produits alimentaires et boissons qui enregistrent une baisse de 2,5%, probablement en raison des accords conclus avec les acteurs sociaux économiques suite aux mouvements contre la vie chère. Ainsi, les prix des viandes et volailles ont baissé de 5,4% et ceux des produits céréaliers de 4,5 %. En glissement annuel (novembre 2010/novembre 2011), les prix ont augmenté de 1,3 %. Le prix du tabac reste stable alors que celui de l'énergie enregistre une baisse de 0,6 % en raison de la réduction négociée du prix du gaz. Les prix des services aux ménages ont diminué de 1,5 % suite à une diminution des prix des transports et des communications (-5,5 %).



Source : INSEE
Base 100 : année 2006

Crise sur la vie chère et bilan de la cellule de soutien à l'activité et à l'emploi

Un protocole de sortie de crise a été signé le mardi 20 décembre 2011 par l'intersyndicale, le préfet et les chefs d'entreprises du secteur de la grande distribution, marquant la fin du conflit contre la vie chère qui aura duré 46 jours entraînant la paralysie de l'économie mahoraise.

Un premier bilan de la cellule de soutien à l'activité et à l'emploi a été dressé : 78 demandes ont fait l'objet de 133 octrois de délais de versement de cotisations pour une valeur d'un million d'euros. Par ailleurs, selon la DIECCTE, sur 80 dossiers de licenciement ayant été examinés, 60 ont abouti.

Revenus-Salaires

La commission consultative du travail réunie le 12 décembre 2011 a annoncé une augmentation du SMIG de 4,1 % au 1^{er} janvier 2012. Ainsi, pour 169h de travail, le montant mensuel brut du SMIG passe de 1086,67 € à 1130,67 €. Le taux horaire passe de 6,43€ en janvier 2011 à 6,69€ en janvier 2012. Parallèlement, la ministre chargée de l'outre mer Marie Luce PENCHARD a annoncé un rattrapage du SMIG mahorais sur le SMIC métropolitain en trois ans à compter du 1^{er} janvier 2012. Pour mémoire, ce rattrapage était initialement programmé sur quinze ans.

Social

L'ordonnance portant sur l'évolution de la sécurité sociale a été présentée le 21 décembre en conseil des ministres. Elle crée des droits nouveaux : assurance invalidité et assurance décès, indemnités maladie et maternité, mise en place de la retraite complémentaire pour les salariés. Les droits existants sont améliorés : alignement en deux ans des conditions d'attribution des indemnités journalières de maladie et maternité ; augmentation du montant des allocations familiales ; assouplissement des dates de prise du congé de maternité ; généralisation sur tout le territoire de la prestation d'aide à la restauration scolaire...

Pour accéder au texte intégral, cliquer [ici](#).

Emploi

Un pôle emploi de plein exercice a été institué à Mayotte. Alors que Pôle Emploi Mayotte était rattaché jusqu'à lors à celui de La Réunion, il sera désormais directement rattaché au siège métropolitain. L'administration en est confiée à une instance paritaire.

Santé

Le centre hospitalier de Mayotte (CHM) a signé une convention avec le groupe réunionnais Clinifutur pour l'installation d'un centre de dialyse au sein de ses locaux. Clinifutur assurera la gestion du centre qui comptera 19 postes.

Le CHM et le laboratoire d'analyses de Mayotte ont investi chacun à concurrence de 50% dans l'achat d'une unité d'Imagerie à Résonance Magnétique (IRM). Elle sera opérationnelle en mars 2012 au CHM et gérée par le laboratoire d'analyse.

Le CHM a annoncé une offre de 24 lits supplémentaires d'ici mai 2012.

Tourisme

Dans le sillon du concept « Iles Vanilles », l'association des îles concernées annoncent la création d'un carnaval annuel. La première édition devrait avoir lieu aux Seychelles le 2 mars 2012, durant trois jours au cours desquels de nombreux artistes de la région devraient se produire. Le carnaval sera accueilli tous les ans par une région différente.

Un jury composé de la Préfecture, du Conseil Général, de la mairie de Bandréle et du Comité de tourisme de Mayotte a émis un avis favorable au lancement du projet hôtelier du groupe Hilton en collaboration avec le groupe IBS. Ce projet de 40 millions d'euros a été préféré à celui du groupe Icade. Le complexe hôtelier qui devrait naître d'ici la fin de l'année 2013, s'étendra sur 12 hectares à Bambo Est dans la commune de Bandréle et devrait générer 150 à 160 emplois dans l'île.

Le paquebot Nautica a accosté le 31 décembre 2011 à Mayotte. Environ 700 touristes et 380 membres de l'équipage ont mis pied à terre et visité l'île.

Energie-environnement

Pour la première fois à Mayotte, une entreprise locale (Enzo recyclage) a investi 600 000 euros pour l'achat d'une unité de tri et de traitement des déchets. Cet équipement moderne permettra non seulement de créer huit emplois mais également de mieux recycler les déchets et préserver l'environnement.

ACTUALITE REGIONALE

Les élus de Mayotte multiplient les contacts avec les autorités malgaches afin de favoriser les partenariats économiques entre les deux îles. Une délégation d'élus et d'entrepreneurs mahorais s'est rendue dans la grande île le 30 novembre 2011 pour s'entretenir avec leurs homologues malgaches au sujet des actions à mener de façon conjointe pour le développement des deux îles.

La délégation mahoraise a été conviée à un dîner débat le 1^{er} décembre 2011 au café de la gare de Tananarive, en présence de nombreuses personnalités malgaches et étrangères notamment, le vice-premier ministre malgache, l'ambassadeur de Maurice et de France à Madagascar. Au cours de cette soirée, le Président du Conseil Général de Mayotte, Daniel Zaidani a mené une forte action de communication en présentant les avantages dont peuvent bénéficier les entrepreneurs qui s'implanteraient à Mayotte, en particulier la mise à disposition de terrains et de locaux dans la zone d'activité 3 de Longoni.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		nov.-11	113,6	-	1,2%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		oct.-11	10 976	4,6%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	23 046	1,8%	-15,5%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-11	238 135	10,7%	-6,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-11	273	-76,9%	108,5%
		cumulées	sept.-11	9 453	3,0%	26,3%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-11	1,19%	-4,04 pt	0,71 pt
		cumulés	sept.-11	3,97%	-0,30 pt	1,02 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroporuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	oct.-11	364	14,1%	-30,5%
		cumulés	oct.-11	4 415	-	-9,5%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-11	22 668	5,8%	-8,5%
		cumulés	oct.-11	244 347	-	3,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	oct.-11	15,4	-51,1%	-61,2%
		cumulés	oct.-11	921,2	-	n.d
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-11	3 995	5885,1%	n,d
		cumulées	sept.-11	57 179	-	-7,6%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-11	37 785	0,2%	2,8%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	sept.-11	23 242	18,8%	48,2%
		cumulées	sept.-11	181 803	-	2,2%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-11	9 114	1,6%	6,7%
		cumulée	sept.-11	81 979	-	-2,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	sept.-11	94	38,2%	10,6%
		cumulés	sept.-11	729	-	14,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	sept.-11	8	-70,4%	-65,2%
		cumulés	sept.-11	142	-	-8,4%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En décembre 2011, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré deux incidents de paiement sur chèques. Par ailleurs, six retraits de carte bancaire ont également été recensés. Enfin, l'archipel comptait 18 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit onze de moins qu'en décembre 2010.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

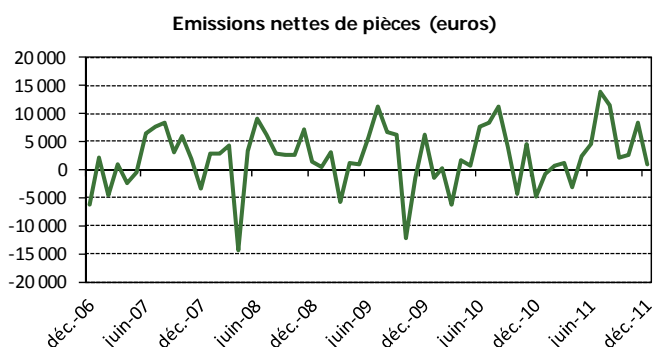
Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du quatrième trimestre 2011 recule de 9,6% par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'en valeur la baisse s'élève à 27,6%. Par ailleurs le nombre de virements transitant par la chambre de compensation de l'IEDOM est en forte baisse (-39,5%) mais les montants affichent une progression de 33,7%. Enfin, aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée au cours de l'année 2011, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

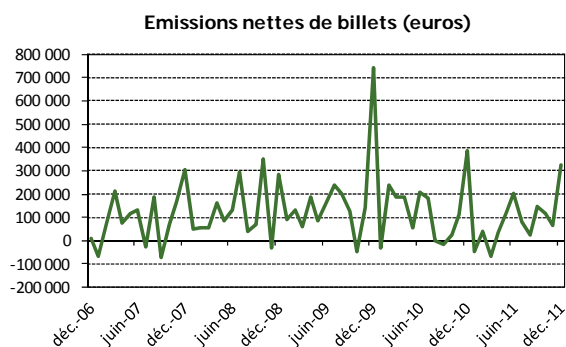
		4e trimestre 2011	Variation T de A-1	Cumul sur l'année 2011
Chèques	Volume	32 345	-9,6%	123 922
	Valeur	13 240 117	-27,6%	57 977 653
Virements	Volume	379	-39,5%	2 204
	Valeur	697 416	33,7%	236 982

Circulation fiduciaire

Fin décembre 2011, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 15,4 millions d'euros (pour un volume de 410 333 billets), en hausse de 9,8% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,494 million d'euros (pour un volume de 2,675 millions de pièces), en progression de 11,8% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Attribution du chantier de la centrale EDF

L'appel d'offre a été remporté par un groupement d'entreprises au sein duquel la DCNS s'est vue attribuer le statut de mandataire, et à ce titre pilotera le projet. Le groupement est également constitué de la société Hélène et Fils, qui réalisera les travaux de génie civil, ainsi que du cabinet d'étude INGEROP et du distributeur de moteur ENERIA.

Rapprochement entre l'AFII et la SODEPAR

Une convention de coopération a été signée le 8 octobre dernier entre la SODEPAR et l'Agence française pour les investissements internationaux en présence de Marie-Luce Penchard. Cette collaboration permet ainsi à la SODEPAR de bénéficier des services techniques et autres prestations offertes par l'AFII, ainsi que d'une meilleure information sur les besoins des investisseurs.

Adoption du budget primitif de la commune de Saint-Pierre

Le budget primitif global de la commune s'élève à 10,4 millions d'euros pour l'année 2012, dont environ 10% sont attribués à la section d'investissement. Par ailleurs les budgets primitifs des régies « eau et assainissement » et « espaces verts » ont également été adoptés, chacune des deux régies étant dotée d'un budget légèrement inférieur à un million d'euros.

Première campagne de pêche sous pavillon français pour l'Atlantic Odyssey

Le thonier désormais immatriculé à Saint-Pierre-et-Miquelon est revenu de deux semaines de pêche avec 19 tonnes de poissons en cale. L'ensemble des prises a été déchargé à Saint-Pierre.

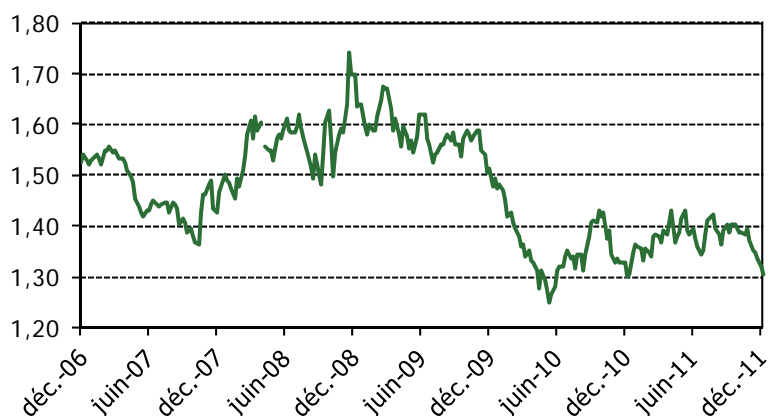
Réintégration de l'archipel au sein de l'OCTA

Le 8 décembre dernier, les représentants des PTOM ont proposé à Saint-Pierre-et-Miquelon de siéger de nouveau au Comité exécutif de « l'Overseas countries & territories association » (OCTA), association en charge de défendre les intérêts des Pays et territoires d'outre-mer auprès des institutions européennes.

Stabilisation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après une année 2010 marquée par une forte appréciation du dollar canadien, l'année 2011 se caractérise par une légère baisse du cours de la devise canadienne, qui recule de 1,1% en moyenne mensuelle sur l'année. Le taux de change s'établit ainsi à 1,3481 CAN/EUR en moyenne en décembre 2011 contre 1,3327 CAN/EUR à la même période de l'année précédente.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix (Source : Préfecture)	Prix à la consommation – 3 ^e trimestre 2011	-	+0,41%	+3,96% <i>Par rapport à septembre 2010</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Novembre 2011 :	175	+15,1%	+2,3%
	Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Août 2011 :	141	+4,4%	+3,7%
	Indicateur mensuel moyen de chômage Août 2011 :	5,5%	-	-
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires - fin novembre 2011 :	35	-2,8%	+29,6%
	Nombre de personnes à charge - fin novembre 2011 :	67	-2,9%	+55,8%
Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros) Novembre 2011 :	7 376	+5,8%	-14,4%
	Cumul annuel :	73 939	-	+10,1%
	Exportations (milliers d'euros) Novembre 2011 :	671	-	+59,0%
	Cumul annuel :	1 593	-	-60,9%
	Déficit commercial (milliers d'euros) Novembre 2011 :	6 705	-	-
	Cumul annuel :	72 346	-	+14,7%

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Pêche industrielle (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes)	-	-	-
Pêche artisanale (Source : DTAM)	Débarquements (en tonnes) En octobre 2011, depuis le début de la saison (avril)	1 052	-	-43,5%
Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs) Novembre 2011 :	2 923	+6,4%	+7,1%
	Cumul annuel :	31 921	-	-23,8%
	Mouvements d'avions Novembre 2011 :	233	+6,9%	-12,4%
	Cumul annuel :	2 467	-	-13,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) Novembre 2011 :	19 862	+17,6%	+13,2%
	Cumul annuel :	176 934	-	-4,3%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

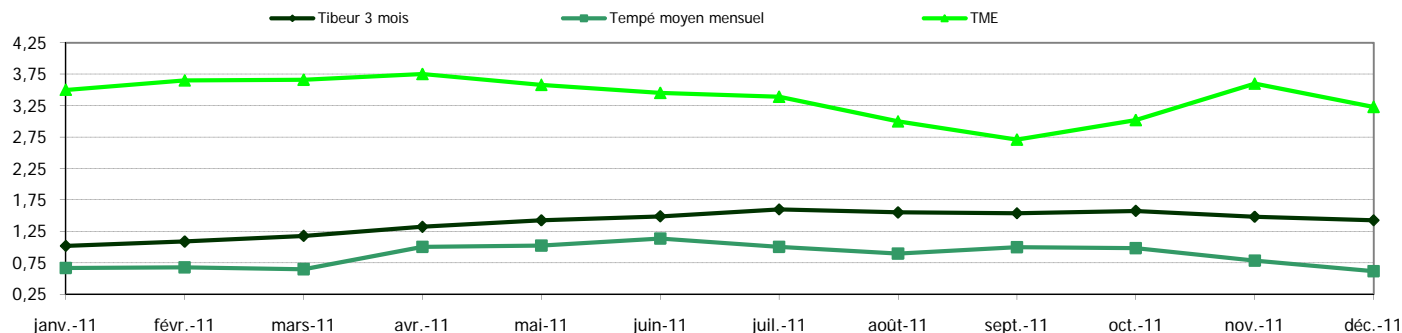
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2011)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,9963%	0,9835%	0,7845%	0,6168%	1,1410%	1,4250%	1,6700%	2,0020%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	octobre	Novembre	Décembre	
2,71%	3,02%	3,60%	3,23%	2,91%	3,22%	3,80%	3,43%	

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,60%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

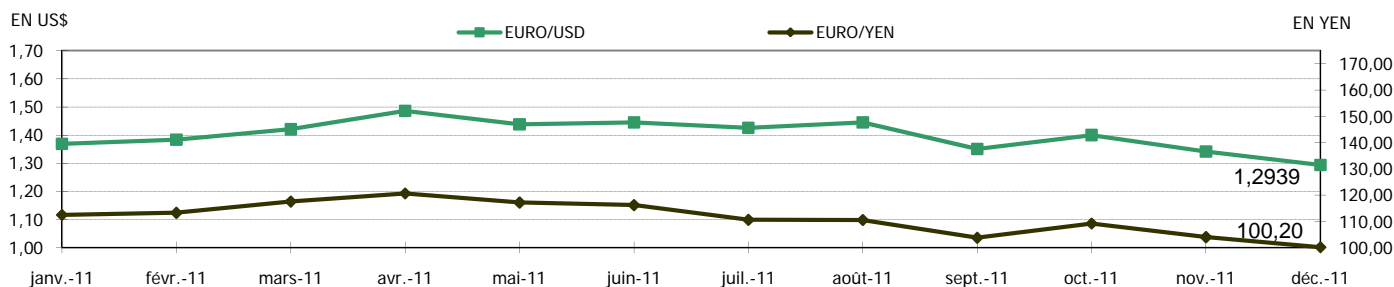
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2939	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,4830	EURO/SRD (Surinam)	4,27790
EURO/JPY (Japon)	100,2000	EURO/BWP (Botswana)	9,68870	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,32050
EURO/CAD (Canada)	1,3215	EURO/SCR (Seychelles)	17,5670	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,2010
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83530	EURO/MUR (Maurice)	38,0478	EURO/BBB (La Barbade)	2,59270
EURO/SGD (Singapour)	1,6819	EURO/BRL (Brésil)	2,4159	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,32000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0510	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,56740	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2942,7040	EURO/XCD (Dominique)	3,5001	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 19 janvier 2012 - Dépôt légal : janvier 2012 - ISSN 1284-4438